

L'agriculture argentine dopée aux produits agrochimiques

Benoit Drevet

Menaçant la biodiversité, l'utilisation massive de produits agrottoxiques et d'OGM en Argentine est aussi à l'origine de nombreux problèmes de santé pour les populations et agriculteurs. La dérégulation en cours pose question alors que l'accord UE-Mercosur est sur le point d'être entériné.

La Plata (Argentine)

De notre correspondant

La pluie rend les terres noires tellement boueuses que les champs à perte de vue ressemblent à des marécages. Nous sommes à une heure de route de Buenos Aires et à quelques encablures de La Plata, fin novembre, dans la « ceinture horticole rioplatense », réputée pour sa fertilité. C'est le verger de la capitale argentine et de son agglomération cumulant 13 millions d'habitants.

C'est ici, près du village d'Abasto, que Willy Chosco, 42 ans, loue depuis huit ans son terrain agricole de deux hectares. Sous la serre au milieu de rangées de poivrons semblables à des fruits en plastique, ce qui le fait sourire, il admet se servir du glyphosate pour « *tuer les mauvaises herbes* » en respectant des « *délais de carence de vingt jours* » et des insecticides « *pour contrôler les parasites et les maladies* ». « *Le problème*, reprend son frère de 47 ans, Omar Chosco, *c'est que sans les agrottoxiques, les légumes ne sont pas beaux et les gens ne les achètent pas.* »

Le dilemme de Willy Chosco est aussi celui des nombreux producteurs venus de Bolivie pour cultiver les terres de la région : produire ou péricliter. Selon Omar, parti travailler dans la construction, « *il y a des gens qui ont des contacts pour acheter des agrottoxiques interdits* ». « *On trouve de tout en Argentine*, explique-t-il. *Même du bromure de méthyle.* » Un gaz toxique « *léthal* », souligne Willy Chosco, interdit pour ses effets sur la couche d'ozone par le protocole de Montréal de 1987, signé par tous les pays membres des Nations unies. « *Maintenant qu'il y a des agrottoxiques dans cette terre, le sol se meurt et nous devons mettre plus de pesticides, sinon les plantes ne pousseront plus. C'est un piège* », s'indigne Omar Chosco.

Père de trois enfants, Willy Chosco a bien conscience du danger qui le guette à chaque épandage. Il en a fait l'amère expérience il y a quelques années quand il était encore un travailleur agricole payé à la journée, dans la province de Salta (nord de l'Argentine) après avoir inhalé un produit toxique faute de protections adéquates : « *Ce matin-là, j'ai presque perdu la vue pendant plusieurs heures, je ne tenais plus debout, j'avais la nausée et je vomissais.* » Les contrôles effectués dans tout le pays par le Service national de santé et de qualité agroalimentaire (Senasa) entre 2020 et 2022 sont sans équivoque : des traces de 83 pesticides ont été découvertes dans la production de 54 aliments essentiels, selon le rapport « *El plato fumigado 2024* », présenté en juin par la Fondation Cauce et l'association Naturaleza

de Derechos. La moitié sont interdits en Europe, classés comme perturbateurs hormonaux ou probables cancérigènes.

Le très pro-business président argentin, Javier Milei, n'en a cure, en témoigne son décret passé en juillet qui autorise l'utilisation non réglementée de drones dans le secteur agricole pour l'épandage aérien. Deux mois plus tôt, sous l'impulsion de son ministre de l'économie, Luis Caputo, le leader populiste argentin réduisait les droits de douane de 35 % à 12,6 % sur l'importation de pesticides réputés dangereux et interdits dans d'autres régions du monde tels que l'atrazine, le glyphosate et le 2,4-D. Quant à la ministre du capital humain, Sandra Pettovello, elle a laissé vacante la direction et le financement du programme ProHuerta en avril, qui promeut le modèle agroécologique et accompagnait 600 000 vergers de petits producteurs argentins, licenciant même 43 techniciens.

« Nous parlons d'écocide. Les gouvernements successifs sont en train de tuer la vie humaine mais aussi la vie des animaux et des végétaux », alerte Damian Verzenassi, directeur de l'Institut de santé socio-environnementale de la faculté des sciences médicales de l'Université nationale de Rosario (UNR). Il l'explique par un contexte de dépendance à un modèle de grande productivité, par le fait que *« l'Argentine a besoin de faire rentrer beaucoup de dollars pour rembourser sa dette extérieure »* et aussi par une absence de loi fédérale régulant l'usage des agrochimiques. Seuls des arrêtés et des décisions judiciaires existent dans certaines localités, districts ou provinces. Ainsi, la province de Misiones (nord-est du pays) interdira le glyphosate dès 2025, tout comme Chubut en Patagonie (sud) en 2019.

Médecin spécialisé en médecine légale, Damian Verzenassi a lancé et conduit les camps de santé (*« campamento sanitarios »*), uniques en Argentine par leur ampleur et leur méthode, pour analyser les effets sur la santé liés aux agrototoxiques. Son travail a levé l'opacité qui règne sur le sujet dans le pays, faute de registres publics dédiés. Au total, entre 2010 et 2019, 5 000 étudiants de l'UNR ont visité 40 villes et villages en zone rurale et interrogé près de 140 000 habitants, dans les provinces de Santa Fe, Entre Rios, Buenos Aires et Cordoba.

Le verdict des camps de santé de l'UNR est sans appel : 16 fois plus de fausses couches par rapport à l'Espagne, des taux anormaux de malformations congénitales, 2,5 fois plus de cancers entre 15 et 65 ans qu'en zone urbaine, des problèmes de fertilité, et en deuxième cause de maladie l'hypothyroïdie, responsable de dérèglements physiologiques et psychologiques. *« Nous avons constaté la répétition de la même manière de tomber malade et de mourir chez les gens qui vivaient à proximité de zones d'épandage, souligne le professeur Verzenassi. Le plus triste, c'est toutes ces réponses mentionnant que plus personne ne mourrait de vieillesse dans ces villages. »*

En 2023, quatre ans après la fin de ces camps de santé décidée unilatéralement par le doyen de l'UNR, le pays du soja, maïs et coton transgénique a approuvé la culture du blé transgénique HB4. Le sommet du Mercosur (zone de libre-échange comprenant l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay) à Montevideo (Uruguay), jeudi 5 et vendredi 6 décembre, pourrait lui entériner l'accord UE-Mercosur dont la France ne veut pas en l'état, comme l'a confirmé Emmanuel Macron mi-novembre lors de son déplacement à Buenos Aires aux côtés de Javier Milei.

Ce serait une ouverture en grand pour les exportations végétales argentines en Europe, un marché resté plutôt secondaire après l'Asie du Sud-Est jusqu'ici. Et un étrange paradoxe pour

l'UE, celui d'interdire sur son sol des usages autorisés dans des pays avec lesquels elle serait liée par un accord commercial d'ampleur.